

# L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.  
Tout semestre commencé se paie en entier.  
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. IX.

No. 44.

Prix du numéro, 7 centins.—Annonces, la ligne, 10 centins.  
Toute communication doit être affranchie.  
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 31 OCTOBRE 1878

## AVIS IMPORTANTS

*L'Opinion Publique* est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

## SOMMAIRE

La France et le Canada, par Raoul Frary.—Lettres de l'Exposition, par A. Achintre.—Histoire de l'Élan aux Cordons, par l'abbé Mailloux (suite).—Nouvelles d'Europe.—Poésie: Adieu, par Ranna.—La Bande Rouge, par F. du Boisgobey (suite).—Nos gravures: Le général Sir P. Macdougall; Le nouveau ministère fédéral: Qui sera le dernier? La conscience plus nette que les mains.—A nos nouveaux abonnés.—Choses et autres.—Nécrologie.—Le jeu de dames.—Les échecs.

GRAVURES: Le général Sir Patrick Macdougall; Qui sera le dernier; La conscience plus nette que les mains; Le nouveau gouvernement fédéral; Exposition universelle: La cité mauresque au Trocadéro.

## LA FRANCE ET LE CANADA

Nos lecteurs partageront le plaisir que nous avons éprouvé en parcourant l'article du *Journal Officiel de la République Française*, article destiné à avoir un écho dans tous les cercles éclairés de notre ancienne mère-patrie, tant à cause du haut patronage qui le couvre que par le nom de son auteur, M. Raoul Frary, l'une des bonnes plumes de la France.

On se souvient que c'est à la demande de M. de Bonnechose que le ministre de l'Intérieur a pris l'initiative de révéler, en quelque sorte, la race française du Canada à ses compatriotes. Une bibliothèque canadienne a été formée, M. Frary a été chargé d'étudier ces livres, et aujourd'hui, l'organe du gouvernement met sous les yeux du monde instruit le résultat de ces études. Nous ne croyons pas nous tromper en disant que rien d'aussi considérable n'a encore paru en France à notre sujet, et tout nous porte à croire que le Canada va sortir du rang des pays fantastiques où il a constamment été relégué par l'ignorance et les préjugés, pour faire partie dorénavant du domaine que la science exploite, que l'histoire apprécie, que la pensée aime à connaître.

Remarquons que c'est par nos livres que nous attirons les regards de l'Europe. Le pouvoir de l'intelligence est le seul qui peut nous faire connaître là-bas. C'est aux classes élevées, instruites, accoutumées à juger sainement, que ce moyen s'adresse. Il devra être irrésistible. Quand les meilleures têtes de la nation auront acquis une certaine somme de connaissance sur notre passé, notre caractère, notre situation actuelle, le reste suivra naturellement. Le reste, c'est le commerce, l'influence de l'argent; le reste, c'est pour nous la grande affaire; car de la part d'intérêt moral ou matériel que la France prendra parmi nous, il résultera que l'estime des populations qui nous entourent croîtra en proportion égale. Ceci est indéniable. Tant que

nous avons été forcés, Anglais et Français, sur les bords du Saint-Laurent, de combattre pour créer politiquement un pays et poser les jalons que l'avenir devra suivre, nous, les Français, les vaincus, les moins considérés, nous avons su dominer la situation à l'aide de plus d'instruction et de plus de patriotisme que nos concitoyens d'origines étrangères; mais ces temps ne sont plus.

Le danger, renaissant sous des formes nouvelles, Appelle la valeur sur un terrain nouveau.

Le règne de la paix peut nous nuire si nous restons dans l'ombre. Efforçons-nous de faire la lumière. Que la France étudie notre histoire, qu'elle témoigne que nous n'avons pas dégénéré, et l'on verra de quel poids énorme sera son opinion dans les jugements que Anglais, Écossais, Irlandais, Yankees portent encore quelquefois contre nous sans nous avoir étudiés, sans être capables de nous étudier. Défendons-nous avec les armes qui nous sont propres—c'est là le secret de tous nos triomphes, anciens et nouveaux.

Donnons à l'article du *Journal Officiel* autant de publicité que possible. Jamais le Canada n'a obtenu et n'obtiendra en France rien de plus chaleureux de la part d'un organe officiel. En écrivant ces pages, M. Frary s'était fait Canadien—ou plutôt il était resté Français. Son Excellence le ministre de l'Intérieur prête un puissant appui à cette belle œuvre; les Canadiens-français lui en seront reconnaissants.

B. S.

## LE CANADA FRANÇAIS ET SA LITTÉRATURE

(Premier article.)

Ce n'est que depuis quelques années que notre attention se porte sur les Franco-Canadiens. On commence seulement à soupçonner l'existence d'un peuple qui a conservé notre langue et nos mœurs et qui, tout en restant loyalement dévoué à la couronne d'Angleterre, se dit et se sent Français de cœur comme de race. Mais on connaît mal, ou plutôt on ne connaît pas l'histoire de ce rameau détaché et transplanté loin de la souche-mère, et qui a si merveilleusement prospéré. On sait que Jacques Cartier découvrit le Canada sous François Ier, que Champlain fonda Québec sous Henri IV, et que cette colonie, longtemps négligée par les rois et les ministres, mal défendue par le gouvernement de Louis XV, fut conquise par les Anglais malgré l'héroïsme de Montcalm, et cédée par le traité de Paris, qui mettait fin à la guerre de Sept-Ans. Cartier, Champlain, Montcalm, ces trois noms sont les seuls qui se soient imposés à notre mémoire. Mais que sont devenus nos anciens concitoyens? Quelle a été leur destinée sous la domination britannique? Qu'étaient-ils en 1763, et que reste-t-il aujourd'hui de ce qui a été la *Nouvelle France*? C'est ce que trop longtemps nous avons eu le tort d'ignorer. Ceux qui écrivent notre histoire n'ont point coutume de consacrer un chapitre spécial à nos frères séparés, et nous avons mis autant de promptitude à les oublier qu'ils ont mis de persévérance à se souvenir de nous. Hâtons-nous cependant de faire remarquer que ce n'est pas depuis que nous avons perdu le Canada que nous l'avons négligé. Cette belle colonie n'avait jamais eu la faveur du pouvoir ni celle du public. Quand nos pères en furent dépouillés, il leur était difficile de mesurer l'étendue de leur malheur.

Le moment est venu, on le sent de toutes parts, de réparer cette longue injustice, de combler cette lacune de la conscience nationale. Les annales du Canada français nous intéressent pour beaucoup de raisons. Il ne s'agit pas seulement de payer une dette de reconnaissance et de rendre amour pour amour à ce peuple qui

est encore si fier de descendre de nos aïeux. Il y a là autre chose qu'une question de sentiment. Après tant d'épreuves, il serait utile pour notre génération, trop accessible au découragement, d'étudier une des branches les plus vigoureuses et les plus fécondes de notre race. On ne saurait croire combien cette étude nous apporterait de consolations, d'exemples fortifiants, de salutaires leçons. Elle aiderait à dissiper les préjugés trop humbles que nous associons aujourd'hui à d'autres préjugés tout contraires.

Il y a pour les peuples comme pour les hommes une modestie mauvaise qui ressemble au fanatisme et qui sert d'excuse à la nonchalance et à la paresse. Il est des qualités que nous ne croyons pas posséder, dont nous nous jugeons même incapables, et que déploient pourtant des hommes issus directement, et à peu près sans mélange, des Français du dix-septième et du dix-huitième siècles. Nous nous exagérons quelquefois la force d'expansion de nos idées, et nous méconnaissions presque absolument la force d'expansion de notre race. Nous faisons bon marché de notre esprit d'entreprise, de notre aptitude à coloniser, de notre persévérance dans les tâches difficiles. Nous ne nous savons ni si hardis, ni si tenaces que nous le sommes en réalité. Si nous n'avons pas joué dans la conquête du monde barbare par les Européens, le rôle qui devait nous appartenir, nous en accusons volontiers nos défauts naturels, quand nous ne devrions accuser le plus souvent que les fautes de nos gouvernements.

Indiquons en peu de mots les traits que l'histoire, mieux connue, des Franco-Canadiens nous permettra d'ajouter à notre caractère national; les vertus que ce membre de notre famille déploie à un assez haut degré pour prouver que ce n'est pas notre naissance qui nous en rend incapables. Ce qui nous frappe tout d'abord, c'est la fécondité de notre race sur les bords du Saint-Laurent.

Quand le Canada fut cédé à l'Angleterre, en 1763, la population blanche était évaluée à 65,000 âmes. Les Canadiens-français, nous parlons seulement de ceux qui habitent les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, atteignent le chiffre de 1,100,000 âmes. Pour se rendre un compte exact de l'accroissement réel de cette population, il faudrait encore faire entrer en ligne plusieurs centaines de mille Canadiens ou descendants de Canadiens dispersés sur le sol des États-Unis. L'émigration française, de tout temps fort restreinte, n'a commencé à se diriger vers les bords du Saint-Laurent que depuis 1871, et le total n'en est pas évalué à plus de 5,000 individus. Ainsi près d'un million et demi de Français descendent des 65,000 sujets que Louis XV céda à Georges III, il y a seulement cent quinze ans. Il faut donc avouer que la stérilité dont nous commençons à nous plaindre et à nous alarmer de ce côté de l'Atlantique tient à des causes auxquelles ont bien complètement échappé nos parents d'Amérique.

On dira que les Canadiens se sont ainsi multipliés parce qu'ils se trouvèrent placés dans des conditions singulièrement favorables, parce qu'ils avaient devant eux un vaste espace; les familles sont plus nombreuses là où la terre ne coûte rien. Mais la population des États-Unis, à qui

le terrain ne fait pas plus défaut, ne s'est pas accrue plus rapidement, malgré une si active immigration, que la population française du Canada. La progression est la même pour les Américains qui reçoivent tant de recrues, et pour les Franco-Canadiens qui n'en ont presque pas reçu.

Ajoutons que, si les Français du Canada proprement dit ont eu sous la domination anglaise une existence relativement facile et, pour employer une expression populaire qui est ici assez exacte, les coudées franches, les Français de l'Acadie ont été moins heureux. Devenus sujets britanniques dès le traité d'Utrecht, déportés en masse par leurs maîtres au début de la guerre de Sept-Ans, ils sont revenus à la paix, mais ils ont trouvé à leur retour les meilleures places prises, les terres les plus fertiles occupées par les colons anglais. Ils ont lutté cependant, et ils ne se sont pas moins multipliés que leurs voisins du Canada, quoique dans des conditions bien moins favorables. Les causes de cette fécondité étaient en eux-mêmes, dans la vigueur de leur tempérament et de leur caractère. Notre race avait poussé dans ce sol propice des racines si profondes qu'on n'a pu ni l'arracher par la force, ni l'étouffer par une redoutable concurrence, ni même retarder sa prodigieuse croissance.

Pour ceux que préoccupe l'avenir de la France, et qui tiennent autant de compte des faits que des idées, de l'expérience que de la théorie, il y a là la matière d'une étude intéressante et utile. Nous n'aurons pas la témérité de l'entreprendre et d'instituer entre les Français d'Europe et les Français d'Amérique une comparaison complète. Cela dépasserait le cadre de ces études littéraires, cela dépasserait notre compétence. Qu'il nous suffise d'indiquer aux adeptes de la politique expérimentale cet ample sujet de recherches et de méditation.

Les Canadiens-Français ont surtout brillé par l'amour des voyages, par la passion des découvertes, par l'esprit d'aventure. Dans la plus grande partie de l'Amérique du Nord, nos pionniers ont devancé ceux de l'Angleterre. Avec une population dix fois plus considérable que celle de nos colonies, les colonies britanniques n'occupaient que la bordure de l'Atlantique, quand les Français avaient remonté le Saint-Laurent et les grands lacs, découvert et exploré le Mississipi. Nous enveloppons nos rivaux, car nous tenions le Nord et l'Ouest; nous possédions les deux grands fleuves, les deux artères du continent. On admire aujourd'hui la hardiesse avec laquelle les Américains se hasardent dans les prairies, les montagnes et les forêts de l'Ouest. Mais ils se sentent appuyés par tout un peuple en marche; ils sont les éclaireurs d'une armée innombrable. Les Canadiens se sont engagés un ou deux siècles plus tôt dans ces solitudes lointaines, sans être soutenus par une aussi imposante multitude.

Des Grands-Lacs à l'Océan Pacifique, les premiers explorateurs sont des Français, traitants ou missionnaires, qui allaient les uns acheter des fourrures aux sauvages, les autres leur porter l'Évangile. Les missions du Canada fournissent à l'histoire de l'Église catholique une de ses pages les plus belles et les moins discutées. Les jésuites notamment furent admirables. Aucun obstacle ne les arrêtait;